

LODJ

livre Rose

POUVOIR D'ACHAT, CLASSE MOYENNE, LOGEMENT

protéger le quotidien et
rouvrir les perspectives

Décryptage des 16 mesures
du troisième axe du programme
législatif 2026-2031 du Parti de l'Istiqlal

UNE PUBLICATION DE LA RÉDACTION DE L'ODJ MÉDIA
Septembre 2026

SOMMAIRE

Avant-propos — Le pouvoir d'achat ne se résume pas au prix du panier

1. Le panier quotidien : agir sur la chaîne plutôt que seulement sur le prix final
 2. Suivre les marges : rendre visible ce qui se passe entre le producteur et le consommateur
 3. Salaires et pensions : relever les revenus, mais dans quelle trajectoire ?
 4. Retraites : protéger aujourd'hui sans fragiliser demain
 5. Femmes, entrepreneuriat et travail à distance : élargir les voies d'accès au revenu
 6. Sortir de la pauvreté : du soutien au contrat social
 7. La classe moyenne devient un objectif explicite de politique publique
 8. Auto-emploi, économie sociale et coopératives : territorialiser la création de revenu
 9. Le premier logement : transformer une aspiration en trajectoire financière possible
 10. Foncier public et prix encadré : produire du logement abordable
 11. Lutter contre la spéculation et réduire le coût de construction
 12. Location et accession progressive : ne plus réduire la stabilité résidentielle à l'achat immédiat
 13. Monde rural : une loi spécifique pour l'urbanisme et la construction
 14. Ce que les 16 mesures racontent ensemble
 15. Les questions que la campagne doit encore documenter
- Conclusion — Du pouvoir d'achat au pouvoir de se projeter

By Lodj

L'ODJ MÉDIA N'EST PAS UN MOTEUR DE RECHERCHE,

mais elle trouve ce
qui compte vraiment.



Chercher n'est pas comprendre.
Nous allons **à l'essentiel.**

W W W . L O D J . M A

NOTE ÉDITORIALE



Ce Livre rose est une publication de la rédaction de L'ODJ Média. Il propose une lecture journalistique, pédagogique et analytique du troisième axe du programme législatif 2026-2031 du Parti de l'Istiqlal. Il ne constitue ni une publication officielle du Parti, ni une reproduction de son programme, ni un document de campagne produit par le Parti. La version française utilisée est une traduction provisoire de travail établie à partir du document source en arabe et ne se substitue pas à celui-ci.



Le pouvoir d'achat ne se résume pas au prix du panier

Le troisième axe du programme place au même niveau trois préoccupations que les ménages vivent pourtant comme une seule réalité : ce qu'ils gagnent, ce qu'ils dépensent et la possibilité de se projeter. Les 16 mesures sont réparties entre la protection du pouvoir d'achat, l'accompagnement des familles pour sortir de la pauvreté et l'accès à un logement digne.

Cette architecture est importante. Elle évite de réduire le pouvoir d'achat à une politique de compensation ponctuelle. Le programme agit sur les circuits de distribution et les marges, sur les revenus et les retraites, sur l'activité économique des ménages, sur la consolidation de la classe moyenne et sur le logement.

Le fil conducteur de ce Livre rose est donc simple : comment passer d'une politique qui amortit les difficultés à une politique qui redonne de la capacité d'agir ? La réponse proposée par le programme repose sur trois leviers : mieux maîtriser la formation des prix, renforcer les revenus et les trajectoires d'activité, et diminuer les obstacles à la stabilité résidentielle.



LE PANIER QUOTIDIEN

**agir sur la chaîne plutôt que
seulement sur le prix final**

La première mesure propose de créer des sociétés régionales d'achat, de stockage et de distribution des produits agricoles et alimentaires. La deuxième prévoit un mécanisme national transparent de suivi des marges bénéficiaires sur les produits de consommation quotidienne.

Ces deux propositions doivent être lues ensemble. La première cherche à intervenir sur l'organisation de la chaîne d'approvisionnement ; la seconde sur sa transparence.

Le programme ne promet pas, dans le document étudié, un prix administré généralisé.

Il vise plutôt à disposer d'outils permettant de mieux comprendre et, potentiellement, de corriger les dysfonctionnements entre production, stockage, distribution et prix payé par le consommateur.

La question d'exécution sera déterminante. Quel statut auront les sociétés régionales ? Comment éviter qu'elles ajoutent un intermédiaire au lieu d'en réduire les coûts ? Quels produits seront suivis ? Comment seront calculées et publiées les marges ? La transparence ne produit un effet économique que si les données sont fiables, comparables et suffisamment rapides pour éclairer les décisions publiques et les consommateurs.



SUIVRE LES MARGES

**rendre visible ce qui se passe entre
le producteur et le consommateur**

**Le mécanisme national de suivi des marges est l'une des mesures
les plus directement liées au débat sur la vie chère.**

Il part d'une idée simple : lorsqu'un prix augmente, le citoyen doit pouvoir comprendre quelle part provient du producteur, du transport, du stockage, de la transformation, de la distribution ou d'autres coûts.

Un tel dispositif peut renforcer la concurrence et la confiance à condition de ne pas devenir une simple publication statistique tardive. Son intérêt résiderait dans la fréquence des données, leur niveau de détail, la possibilité de comparer les territoires et les circuits, et la capacité des autorités compétentes à agir lorsqu'un dysfonctionnement est établi.

Le programme ne décrit pas encore cette architecture. L'enjeu journalistique sera donc de suivre la transformation d'une promesse de transparence en outil opérationnel.



SALAIRES ET PENSIONS

relever les revenus, mais dans quelle trajectoire ?

La troisième mesure prévoit de relever progressivement le salaire minimum et les pensions de retraite. Le choix du mot « progressivement » est essentiel : il indique une trajectoire plutôt qu'un montant immédiat.

Le document source ne fixe toutefois ni niveau cible, ni calendrier, ni mécanisme d'indexation.

Pour les ménages, l'objectif est évident : empêcher que les revenus les plus modestes et les pensions ne décrochent durablement du coût de la vie. Mais la politique salariale doit aussi tenir compte de l'emploi, de la productivité et de la capacité des entreprises à absorber les hausses, notamment les plus petites.

Pour les retraites, la question est double : niveau des pensions et soutenabilité des régimes. C'est pourquoi la mesure suivante prévoit d'accélérer la réforme des caisses et d'harmoniser leurs normes. Le programme associe ainsi amélioration du revenu et réforme structurelle.



RETRAITES

**protéger aujourd'hui sans fragiliser
demain**

Accélérer la réforme des caisses de retraite et harmoniser leurs normes est une proposition moins spectaculaire qu'une hausse de pension, mais probablement plus structurante. Elle renvoie à l'équilibre entre droits acquis, niveau des prestations, contributions et soutenabilité de long terme.

Le document étudié ne précise pas le scénario de réforme : âge, cotisations, règles de calcul, convergence des régimes ou mécanismes de transition. Il serait donc excessif d'attribuer au programme une solution qu'il n'énonce pas.

La cohérence avec le reste de l'axe est néanmoins claire : consolider la classe moyenne suppose aussi de sécuriser la période qui suit la vie active. Une politique de pouvoir d'achat qui s'arrêterait à la population en emploi laisserait de côté une part essentielle de la vulnérabilité économique.



FEMMES, ENTREPRENEURIAT ET TRAVAIL À DISTANCE :

élargir les voies d'accès au revenu

Le programme propose un dispositif national de soutien à l'entrepreneuriat féminin et au travail à distance. Le rapprochement des deux sujets suggère une volonté d'élargir les formes d'activité et de réduire certains obstacles à la participation économique.

Le travail à distance peut ouvrir des possibilités à des personnes éloignées des grands bassins d'emploi ou confrontées à des contraintes familiales.

L'entrepreneuriat féminin peut, de son côté, élargir l'autonomie économique et la création d'activité. Mais aucun des deux ne constitue une solution automatique : connectivité, compétences, accès au financement, protection sociale, garde d'enfants et accès au marché restent déterminants.

Le programme pose donc une orientation. Sa portée dépendra des instruments retenus et surtout de leur accessibilité hors des grandes métropoles.



SORTIR DE LA PAUVRETÉ

du soutien au contrat social

La sixième mesure propose un « contrat social de sortie de la pauvreté », adossé à une carte familiale unifiée. Le vocabulaire marque une ambition : ne pas seulement compenser un manque de revenu, mais accompagner une trajectoire de sortie.

Le document source ne détaille pas les obligations réciproques, les prestations, la durée ou les critères de réussite de ce contrat. Il ne faut donc pas lui prêter un contenu absent. Mais l'idée d'une carte familiale unifiée suggère une meilleure coordination de l'information et des dispositifs autour du ménage.

Le test sera celui de la simplicité.

Une politique destinée aux familles les plus vulnérables perd de son efficacité si elle multiplie les démarches, les guichets ou les preuves à fournir. La promesse de coordination devra se traduire par un parcours lisible et un accompagnement réel.



LA CLASSE MOYENNE

devient un objectif explicite de politique publique

La septième mesure prévoit un plan national de renforcement de la classe moyenne à l'horizon 2031. C'est l'un des choix politiques les plus significatifs de l'axe : la classe moyenne n'est plus seulement décrite comme le résultat de la croissance, elle devient un objectif à consolider.

Reste une question préalable : comment la définir ? Par le revenu, le niveau de consommation, le patrimoine, la stabilité de l'emploi, le logement, l'accès aux services ou une combinaison de ces critères ? Le document étudié ne le précise pas.

Cette définition sera pourtant indispensable pour mesurer les résultats. Un plan national crédible devra pouvoir dire combien de ménages ont rejoint ou quitté la classe moyenne, comment leur revenu disponible a évolué et quelle part de leurs ressources est absorbée par le logement, l'éducation, la santé et le transport.



AUTO-EMPLOI, ÉCONOMIE SOCIALE ET COOPÉRATIVES :

territorialiser la création de revenu

Trois mesures forment un bloc territorial : programmes de soutien à l'auto-emploi et à l'économie sociale et solidaire, plan national de développement des groupements d'intérêt économique et des coopératives, et lancement de marques régionales et territoriales.

L'objectif est de créer de la valeur au plus près des territoires et de mieux relier les producteurs aux marchés.

Une marque territoriale peut valoriser l'origine et la qualité ; une coopérative peut mutualiser des moyens ; un groupement d'intérêt économique peut aider de petites structures à atteindre une taille commerciale qu'elles n'auraient pas seules.

Le risque serait cependant de mesurer le succès au nombre de structures créées plutôt qu'à leur viabilité. Les indicateurs pertinents seront le chiffre d'affaires, les revenus distribués, l'accès aux marchés, la durée de vie des projets et leur capacité à créer des emplois durables.



LE PREMIER LOGEMENT

**transformer une aspiration en
trajectoire financière possible**

Le programme veut créer un mécanisme national facilitant le financement du premier logement pour les jeunes et la classe moyenne. Cette proposition touche à l'un des principaux seuils de l'autonomie : disposer d'un logement compatible avec ses revenus.

Le document ne précise pas la forme du mécanisme : garantie, bonification, prêt, aide, partage du risque ou combinaison de plusieurs instruments. Il faudra donc attendre les modalités pour en apprécier la portée.

L'enjeu est d'éviter qu'une aide à la demande ne soit absorbée par une hausse des prix. C'est pourquoi le programme ajoute des mesures sur le foncier public, l'offre de logements, le coût de construction et la spéculation. Le financement du premier logement n'est donc pas isolé de la politique de l'offre.



FONCIER PUBLIC ET PRIX ENCADRÉ

produire du logement abordable

La douzième mesure propose de mobiliser le foncier public pour produire des logements abordables à prix encadré. Elle utilise un actif public - le foncier - comme instrument de réduction du coût final.

La réussite dépendra de la localisation des terrains, de leur raccordement aux services, de la qualité des logements et des règles d'attribution. Un logement moins cher mais éloigné de l'emploi, de l'école et des transports peut déplacer le coût plutôt que le réduire.

Le programme prévoit parallèlement une nouvelle offre nationale destinée à la classe moyenne. La question sera de construire des logements correspondant réellement à ses revenus et à ses besoins, et non de définir la classe moyenne à partir des prix immobiliers disponibles.



LUTTER CONTRE LA SPÉCULATION

et réduire le coût de construction

La quatorzième mesure propose une procédure accélérée pour le logement afin de réduire le coût de construction et lutter contre la spéculation. Elle relie donc simplification administrative et maîtrise des prix.

Accélérer une procédure peut réduire les délais et certains coûts financiers, mais l'effet dépend de la nature des blocages : autorisations, foncier, normes, raccordements, financement ou coordination entre administrations.

La lutte contre la spéculation nécessite, elle aussi, des instruments précisément définis.

Le programme formule le résultat recherché. Il restera à connaître les procédures concernées et les garanties destinées à préserver la qualité urbaine, la sécurité des constructions et la transparence.



LOCATION ET ACCESSION PROGRESSIVE

ne plus réduire la stabilité résidentielle à l'achat immédiat

La quinzième mesure est conceptuellement intéressante : faire de la location et de l'accession progressive une voie vers la stabilité résidentielle. Elle reconnaît que la propriété immédiate n'est pas la seule manière de sécuriser un parcours de logement.

L'accession progressive peut permettre à des ménages qui ne disposent pas immédiatement d'un apport ou d'une capacité d'emprunt suffisante de construire leur trajectoire dans le temps. La location, si elle est sécurisée et adaptée, peut également constituer une solution durable plutôt qu'une simple attente avant l'achat.

Le document ne détaille pas les mécanismes juridiques et financiers. Mais la mesure élargit utilement le débat : une politique du logement ne doit pas seulement produire des propriétaires ; elle doit produire de la stabilité.



MONDE RURAL

une loi spécifique pour l'urbanisme et la construction

La dernière mesure de l'axe prévoit une loi spécifique à l'urbanisme et à la construction dans le monde rural. Elle reconnaît implicitement que les règles conçues pour les espaces urbains ne répondent pas toujours aux réalités rurales.

Les enjeux sont multiples : habitat, foncier, accès aux services, préservation des terres, sécurité des constructions et développement des centres ruraux. Le programme n'en précise pas encore le contenu législatif.

Cette mesure devra être évaluée à l'aune d'un principe : simplifier et adapter sans créer une urbanisation désordonnée ni accentuer les inégalités d'accès aux infrastructures.



CE QUE LES 16 MESURES

racontent ensemble

Les 16 propositions forment moins une politique de « chèque » qu'une politique de trajectoire. Le programme veut agir sur le prix du panier, le revenu du travail et de la retraite, la sortie de la pauvreté, la création d'activité, la consolidation de la classe moyenne et la stabilité du logement.

Cette cohérence est sa principale force. Elle est aussi son défi : les mesures relèvent de politiques publiques différentes et nécessitent une coordination entre commerce, agriculture, finances, emploi, protection sociale, collectivités, habitat et urbanisme.

Pour le citoyen, la réussite se mesurera pourtant par une question très simple : à la fin du mois, reste-t-il davantage de marge de manœuvre et davantage de possibilités de se projeter ?



LES QUESTIONS QUE LA CAMPAGNE

doit encore documenter

Plusieurs éléments essentiels ne figurent pas dans la présentation des 16 mesures : le statut et le financement des sociétés régionales de distribution ; les modalités du suivi des marges ; la trajectoire chiffrée du salaire minimum et des pensions ; le contenu de la réforme des retraites ; la définition opérationnelle de la classe moyenne ; les conditions du contrat de sortie de la pauvreté ; le mécanisme de financement du premier logement.

Il faudra également préciser le volume de foncier public mobilisable, les critères du prix encadré, le contenu de la nouvelle offre de logement, les instruments de lutte contre la spéculation et le fonctionnement de l'accession progressive.

Ces zones à documenter ne diminuent pas l'intérêt de l'axe. Elles indiquent les points sur lesquels le débat électoral peut devenir concret, chiffré et vérifiable.



CONCLUSION

Du pouvoir d'achat au pouvoir de se projeter

Le troisième axe part du quotidien mais débouche sur une question plus large : la sécurité économique des ménages.

Le pouvoir d'achat est la première marche ; la sortie de la pauvreté, la consolidation de la classe moyenne et l'accès au logement construisent la suite.

Le programme propose d'agir simultanément sur les prix, les revenus, l'activité et le patrimoine résidentiel.

Cette approche évite de traiter séparément des difficultés qui, dans la vie d'une famille, se cumulent





خاتمة

من القدرة الشرائية إلى القدرة على التخطيط للمستقبل

ينطلق المحور الثالث من صميم الحياة اليومية، لكنه يقود إلى سؤال أوسع يتعلق بالأمن الاقتصادي للأسر.

فالقدرة الشرائية تمثل الخطوة الأولى، فيما يشكل الخروج من الفقر، وتعزيز استقرار الطبقة المتوسطة، والولوج إلى السكن، امتداداً طبيعياً لهذا المسار.

ويقترح البرنامج التدخل في الوقت نفسه على مستوى الأسعار، والمداخيل، والنشاط الاقتصادي، والقدرة على الولوج إلى السكن والتملك. وتتيح هذه المقاربة تفادي معالجة الصعوبات بشكل منفصل، في حين أنها تتراكم في الحياة اليومية للأسرة وتؤثر في بعضها بعضاً.

غير أن الانتقال الحاسم يظل مرتبطاً بترجمة البرنامج إلى إجراءات فعلية: تحديد المبالغ، والآجال، ومصادر التمويل، ومعايير الاستفادة، ومؤشرات التقييم. وعلى أساس هذه العناصر ستتمكن التدابير الـ 16 من إثبات مدى قابليتها للتنفيذ وقياس نتائجها.

أما الكتاب الوردي الخامس، فسيخصص لأوسع محاور البرنامج: المدرسة العمومية، المستشفى، والشباب، أي الرهان على تعزيز المرفق العمومي في إطار الدولة الاجتماعية.



أسئلة لا تزال الحملة الانتخابية مطالبة بتوضيحها

تظل الإجراءات الـ 16 في حاجة إلى مزيد من التوضيح بشأن عدد من الجوانب الأساسية المرتبطة بآليات تنفيذها وتمويلها.

ويشمل ذلك الوضع القانوني لشركات التوزيع الجهوية ومصادر تمويلها، وكيفية تتبع هوامش الربح، والمسار التدريجي لرفع الحد الأدنى للأجور والمعاشات، ومضمون إصلاح أنظمة التقاعد، والمعايير المعتمدة لتحديد الطبقة المتوسطة، ومكونات عقد الخروج من الفقر، وآلية تمويل السكن الأول.

كما يطرح تنفيذ المحور أسئلة أخرى تتعلق بحجم العقار العمومي الذي يمكن تعبئته، ومعايير تحديد الأسعار المؤطرة، وطبيعة العرض السكني الجديد الموجه إلى الطبقة المتوسطة، والأدوات المعتمدة لمكافحة المضاربة، وكيفية تطبيق نظام التملك التدريجي.

وتكتسي هذه التوضيحات أهمية سياسية وحكومية، لأنها تمس مباشرة قابلية هذه التدابير للتنفيذ، وحجم الموارد التي ستتطلبها، والجهات التي ستتولى تنزيلها، والنتائج المنتظرة منها. ولذلك، فإن التحدي أمام النقاش الانتخابي لا يتمثل فقط في تقييم وجهة المقترحات، وإنما في الانتقال بها من مستوى الالتزامات العامة إلى سياسات عمومية محددة الأهداف، واضحة الآليات، وقابلة للقياس والمحاسبة.

ومن هذا المنظور، لا تنتقص هذه النقاط التي لا تزال بحاجة إلى توضيح من أهمية المحور، بل تحدد بالضبط المجالات التي ينبغي أن يتركز فيها النقاش الانتخابي: ما الذي سيُنفذ؟ بأي موارد؟ وفق أي آجال؟ ومن سيتحمل مسؤولية التنفيذ؟ وكيف ستُقاس النتائج؟



ما الذي تكشفه الإجراءات الـ 16 في مجملها؟

تشكل الإجراءات الـ 16، في مجموعها، سياسة تتجاوز منطق «الدعم المالي» المباشر نحو بناء مسارات اقتصادية واجتماعية أكثر استقراراً، فالبرنامج يسعى إلى التدخل في أسعار سلة الاستهلاك، ومداخليل العمل والمعاشات، ومسار الخروج من الفقر، وخلق الأنشطة المدرة للدخل، وتعزيز استقرار الطبقة المتوسطة، وتحسين شروط الاستقرار السكني.

وتكمن قوة هذا التصور في ترابط هذه التدابير، غير أن هذا الترابط يمثل في الوقت نفسه تحدياً أمام التنفيذ، بالنظر إلى أن المقترحات المطروحة تندرج ضمن سياسات عمومية متعددة، وتتطلب تنسيقاً بين قطاعات التجارة والفلاحة والمالية والتشغيل والحماية الاجتماعية والجماعات الترابية والسكن والتعمير.

أما بالنسبة إلى المواطن، فستظل النتيجة في نهاية المطاف قابلة للقياس من خلال سؤال بسيط: هل ستتيح هذه السياسات للأسر هامشاً أكبر في تدبير مداخلها ونفقاتها، وقدرة أكبر على التخطيط لمستقبلها؟



العالم القروي

قانون خاص بالتعمير والبناء

ينص الإجراء الأخير في هذا المحور على اعتماد قانون خاص بالتعمير والبناء في العالم القروي. ويعكس ذلك، ضمنياً، إقراراً بأن القواعد الموضوعة للمجالات الحضرية لا تستجيب دائماً لخصوصيات الواقع القروي.

وتتعدد القضايا التي يتعين أن يتناولها هذا الإطار، من السكن والعقار، إلى الولوج إلى الخدمات، والحفاظ على الأراضي، وسلامة البناء، وتنمية المراكز القروية. غير أن البرنامج لا يحدد، في هذه المرحلة، المضمون التشريعي لهذا القانون.

وستتوقف أهمية هذا التدبير على مدى قدرته على تحقيق معادلة واضحة: تبسيط القواعد وتكييفها مع خصوصيات العالم القروي، دون فتح المجال أمام تعمير عشوائي أو تعميق الفوارق في الولوج إلى البنيات التحتية.



الكراء والتملك التدريجي

عدم اختزال الاستقرار السكني في الشراء الفوري

يكتسي الإجراء الخامس عشر أهمية من حيث تصوره؛ إذ يقترح جعل الكراء والتملك التدريجي مسارًا نحو الاستقرار السكني. وهو بذلك يقر بأن التملك الفوري ليس السبيل الوحيد لضمان استقرار الأسر في السكن.

ويمكن للتملك التدريجي أن يتيح للأسر التي لا تتوفر، في البداية، على مساهمة مالية أو قدرة كافية على الاقتراض، بناء مسارها نحو التملك على مدى زمني أطول. كما يمكن للكراء، إذا كان مؤطرًا وآمنًا ومتلائمًا مع احتياجات الأسر، أن يشكل بدوره حلًا مستدامًا، بدل أن يكون مجرد مرحلة انتظار تسبق شراء السكن.

ولا تفصل الوثيقة الآليات القانونية والمالية التي سيقوم عليها هذا التوجه. غير أن التدبير يوسع النقاش حول السياسة السكنية بشكل مفيد؛ فالسياسة السكنية لا ينبغي أن تقتصر على إنتاج ملاك جدد، بل ينبغي أن تسهم في توفير الاستقرار السكني للأسر.



مكافحة المضاربة

والحد من تكلفة البناء

كما أن مكافحة المضاربة تقتضي، بدورها، وضع آليات واضحة وفعالة لضبط السوق والحد من الممارسات التي تساهم في رفع كلفة السكن.

ويحدد البرنامج بوضوح النتيجة التي يسعى إلى تحقيقها، غير أن ترجمة هذا الطموح إلى سياسة سكنية فعالة ستتوقف على تفاصيل المسطرة المقترحة، والجهات المكلفة بتنفيذها، والضمانات الكفيلة بالحفاظ على جودة التهيئة الحضرية، وسلامة البناء، وشفافية الإجراءات. فتبسيط المساطر لا ينبغي أن يعني التخفيف من متطلبات الجودة والسلامة، وإنما تسريع المسار الإداري مع الحفاظ على الضوابط التي تؤطر القطاع.

يقترح الإجراء الرابع عشر اعتماد مسطرة سريعة في مجال السكن، بهدف تقليص تكلفة البناء والحد من المضاربة. ويعكس هذا المقترح توجهاً نحو إصلاح المساطر المرتبطة بالقطاع السكني، بما يساهم في تسريع إنجاز المشاريع وتقليل الأعباء التي تنعكس في نهاية المطاف على كلفة السكن.

غير أن فعالية هذا الإجراء ستظل رهينة بمدى قدرة الإدارة على تبسيط المساطر وتوحيدها وتسريع آجال البت فيها، إلى جانب معالجة مختلف العراقيل التي قد تعطل المشاريع، سواء تعلق الأمر بالتراخيص، أو الولوج إلى العقار، أو احترام المعايير، أو الربط بالشبكات والخدمات، أو التمويل، أو التنسيق بين الإدارات والجهات المعنية.



العقار العمومي والأسعار المؤظرة

توفير سكن ميسور التكلفة

يقترح الإجراء الثاني عشر تعبئة العقار العمومي لإنتاج مساكن في المتناول وبأسعار مؤظرة، ويعتمد هذا المقترح على العقار العمومي باعتباره رافعة للحد من التكلفة النهائية للسكن.

وستتوقف فعالية هذا الإجراء على موقع الأراضي، ومدى ربطها بالخدمات الأساسية، وجودة المساكن، وشروط الاستفادة منها. فالسكن الأقل كلفة، إذا كان بعيداً عن أماكن العمل والمدارس ووسائل النقل، قد يؤدي إلى نقل التكلفة بدل خفضها.

وبالموازاة مع ذلك، يتوقع البرنامج توفير عرض وطني جديد موجه إلى الطبقة المتوسطة. ويتمثل التحدي في توفير مساكن تتناسب فعلاً مع مداخيل هذه الفئة واحتياجاتها، بدل تحديد ما يناسبها انطلاقاً من أسعار العقارات المتاحة في السوق.



السكن الأول

تحويل الطموح إلى مسار مالي ممكن

يسعى البرنامج إلى إحداث آلية وطنية لتيسير تمويل السكن الأول لفائدة الشباب والطبقة المتوسطة.

ويرتبط هذا المقترح بأحد أهم شروط الاستقلالية، والمتمثل في امتلاك سكن يتناسب مع مستوى الدخل.

غير أن الوثيقة لا تحدد طبيعة هذه الآلية، وما إذا كانت ستقوم على الضمان، أو دعم تكلفة التمويل، أو القروض، أو المساعدة المباشرة، أو تقاسم المخاطر، أو الجمع بين عدة أدوات. ولذلك، سيكون من الضروري انتظار تفاصيل التنفيذ لتقييم مدى فعالية هذا المقترح.

ويتمثل التحدي في تفادي أن يؤدي دعم الطلب إلى ارتفاع الأسعار بما يمتص أثر هذا الدعم. ولهذا السبب، يربط البرنامج هذا التدبير بإجراءات تتعلق بالعقار العمومي، وتوفير السكن، وتكلفة البناء، ومكافحة المضاربة. ومن ثم، لا ينظر البرنامج إلى تمويل السكن الأول باعتباره إجراءً منفصلاً عن سياسة العرض السكني.



العمل لحساب الذات والاقتصاد الاجتماعي والتعاونيات

تعزيز فرص الدخل على المستوى الترابي

ثلاثة إجراءات تشكّل كتلة متكاملة ذات بعد ترابي : برنامج لدعم العمل لحساب الذات والاقتصاد الاجتماعي والتضامني، وخطة وطنية لتطوير مجموعات المصالح الاقتصادية والتعاونيات، وإطلاق علامات تجارية جهوية وترابية.

ويبقى الهدف الرئيسي خلق قيمة مضافة في صلب المجالات المنتجة، وتعزيز الربط بين المنتجين والأسواق، فالعلامة الترابية يمكن أن تسهم في إبراز خصوصية المنتجات المحلية وجودتها، بينما تتيح التعاونيات تجميع الموارد والوسائل، ويمكن لمجموعات المصالح الاقتصادية أن تساعد الوحدات الإنتاجية الصغيرة على بلوغ حجم تجاري يصعب عليها تحقيقه بشكل منفرد.

غير أن نجاح هذه السياسات لا ينبغي أن يُقاس بعدد الهياكل التي تم إحداثها فحسب، بل بمدى قدرتها على الاستمرار وتحقيق نتائج اقتصادية ملموسة. وتتمثل المؤشرات الأكثر دلالة في رقم المعاملات، والمداخيل التي يستفيد منها المنتجون، والقدرة على الولوج إلى الأسواق، واستمرارية المشاريع، فضلاً عن قدرتها على خلق فرص شغل مستدامة.



الطبقة المتوسطة

نحو سياسة عمومية تحميها وتعزز استقرارها

ينص الإجراء السابع على وضع خطة وطنية لتعزيز الطبقة المتوسطة في أفق سنة 2031.

ويُعد هذا الخيار من أبرز التوجهات السياسية في هذا المحور، إذ لم تعد الطبقة المتوسطة تُطرح باعتبارها مجرد نتيجة للنمو الاقتصادي، وإنما أصبحت هدفاً ينبغي الحفاظ على تماسكه وتعزيزه.

غير أن ذلك يطرح سؤالاً أولياً: كيف سيتم تحديد الطبقة المتوسطة؟ هل وفق مستوى الدخل، أم نمط الاستهلاك، أم حجم الممتلكات، أم استقرار العمل، أم وضعية السكن، أم الولوج إلى الخدمات، أم اعتماداً على مجموعة من هذه المعايير؟ فالوثيقة محل الدراسة لا تقدم تعريفاً دقيقاً لها.

ومع ذلك، سيكون تحديد هذا المفهوم ضرورياً لقياس النتائج. إذ ينبغي لخطة وطنية ذات مصداقية أن تتيح تحديد عدد الأسر التي انتقلت إلى الطبقة المتوسطة أو غادرتها، وكيف تطور دخلها المتاح، وما حجم الموارد التي تستنزفها نفقات السكن والتعليم والصحة والنقل.



الخروج من الفقر

من الدعم المباشر إلى بناء عقد اجتماعي جديد

وسيكون معيار النجاح الأساسي هو البساطة، فالسياسة الموجهة إلى الأسر الأكثر هشاشة تفقد جزءًا من فعاليتها إذا أثقلت كاهلها بتعدد الإجراءات، أو الجهات التي يتعين مراجعتها، أو الوثائق والإثباتات المطلوبة. ومن ثم، وينبغي أن يترجم هذا التنسيق إلى إجراءات مبسطة، تيسر على الأسر الولوج إلى مختلف أشكال الدعم والاستفادة منها.

ينص الإجراء السابع على وضع خطة وطنية لتعزيز الطبقة المتوسطة في أفق سنة 2031. ويُعد هذا الخيار من أبرز التوجهات السياسية في هذا المحور، إذ لم تعد الطبقة المتوسطة تُطرح باعتبارها مجرد نتيجة للنمو الاقتصادي، وإنما أصبحت هدفًا ينبغي الحفاظ على تماسكه وتعزيزه.

غير أن ذلك يطرح سؤالاً أوليًا : كيف سيتم تحديد الطبقة المتوسطة؟ هل وفق مستوى الدخل، أم نمط الاستهلاك، أم حجم الممتلكات، أم استقرار العمل، أم وضعية السكن، أم الولوج إلى الخدمات، أم اعتمادًا على مجموعة من هذه المعايير؟ فالوثيقة محل الدراسة لا تقدم تعريفًا دقيقًا لها.

ومع ذلك، سيكون تحديد هذا المفهوم ضروريًا لقياس النتائج. إذ ينبغي لخطة وطنية ذات مصداقية أن تتيح تحديد عدد الأسر التي انتقلت إلى الطبقة المتوسطة أو غادرتها، وكيف تطور دخلها المتاح، وما حجم الموارد التي تستنزفها نفقات السكن والتعليم والصحة والنقل.

يقترح الإجراء السادس إقرار «عقد اجتماعي للخروج من الفقر»، يستند إلى بطاقة أسرية موحدة. ويعكس هذا المفهوم طموحًا يتجاوز مجرد تعويض النقص في الدخل، ليقوم على مواكبة الأسر في مسارها نحو الخروج من الفقر.

ولا تحدد الوثيقة الأصلية طبيعة الالتزامات المتبادلة، ولا أشكال الاستفادة، ولا مدة العقد، ولا المعايير المعتمدة لقياس مدى نجاحهن، لذلك لا ينبغي تحميل المقترح مضامين لم ينص عليها البرنامج. غير أن فكرة البطاقة الأسرية الموحدة توحى بالسعي إلى تحسين تنسيق المعلومات وآليات الدعم المختلفة المرتبطة بالأسرة.



النساء وريادة الأعمال عن بُعد

توسيع سبل الوصول إلى الدخل

غير أن أيًا من الخيارين لا يشكل حلاً تلقائيًا؛ إذ تظل جودة الاتصال بالإنترنت، والمهارات، والولوج إلى التمويل، والحماية الاجتماعية، ورعاية الأطفال، وإمكانية الوصول إلى السوق، عوامل حاسمة.

وهكذا، يحدد البرنامج توجهًا عامًا، غير أن مدى تأثيره سيظل رهينًا بالأدوات المعتمدة، وبالدرجة الأولى بمدى سهولة الولوج إليها خارج المدن الكبرى.

يقترح البرنامج إحداث منظومة وطنية لدعم ريادة الأعمال النسائية والعمل عن بُعد. ويعكس الجمع بين المجالين توجهًا نحو توسيع أشكال النشاط الاقتصادي والحد من بعض العوائق التي تحول دون المشاركة في الحياة الاقتصادية.

ويمكن للعمل عن بُعد أن يفتح فرصًا أمام أشخاص يعيشون بعيدًا عن أهم مناطق النشاط والتشغيل، أو يواجهون التزامات أسرية تحد من قدرتهم على الولوج إلى سوق العمل.

ومن جهتها، يمكن لريادة الأعمال النسائية أن تعزز الاستقلال الاقتصادي وتساهم في خلق أنشطة جديدة.



التقاعد

حماية اليوم دون الإضرار بالغد

يمثل تسريع إصلاح صناديق التقاعد وملاءمة معاييرها مقترحًا أقل إثارة للانتباه من رفع المعاشات، لكنه قد يكون أكثر تأثيرًا على المدى البعيد.

فهو يرتبط بتحقيق التوازن بين الحقوق المكتسبة، ومستوى المعاشات، والاشتراكات، واستدامة أنظمة التقاعد على المدى الطويل.

ولا تحدد الوثيقة محل الدراسة سيناريو الإصلاح المقترح : سن التقاعد، ونسب الاشتراكات، وقواعد احتساب المعاشات، وتقارب أنظمة التقاعد، أو آليات الانتقال من نظام إلى آخر. ولذلك، سيكون من غير الدقيق إسناد حل محدد إلى البرنامج ما دام لم ينص عليه صراحة.

ومع ذلك، تظل الصلة مع باقي محاور هذا المحور واضحة : فتدعيم الطبقة المتوسطة يقتضي أيضًا تأمين المرحلة التي تلي الحياة النشيطة.

وأي سياسة للقدرة الشرائية تقتصر على السكان النشيطين ستغفل جانبًا أساسيًا من جوانب الهشاشة الاقتصادية.



الأجور والمعاشات

رفع المداخيل، لكن وفق أي مسار؟

غير أن سياسة الأجور ينبغي أن تأخذ في الاعتبار أيضًا مستويات التشغيل والإنتاجية وقدرة المقاولات على استيعاب الزيادات، ولا سيما المقاولات الصغرى.

أما بالنسبة إلى معاشات التقاعد، فتطرح المسألة من زاويتين متلازمتين : مستوى المعاشات واستدامة أنظمة التقاعد. لذلك، ينص التدبير الموالي على تسريع إصلاح صناديق التقاعد وملاءمة معاييرها. وهكذا، يربط البرنامج بين تحسين المداخيل وإصلاح هيكلي لأنظمة التقاعد

ينص الإجراء الثالث على الرفع التدريجي للحد الأدنى للأجور ومعاشات التقاعد.

وتكتسي كلمة «تدريجياً» أهمية أساسية، لأنها تشير إلى اعتماد مسار متدرج بدل تحديد زيادة فورية بمقدار معين، غير أن الوثيقة الأصلية لا تحدد مستوى مستهدفًا، ولا جدولًا زمنيًا، ولا آلية لربط هذه الزيادات بمؤشرات محددة.

وبالنسبة إلى الأسر، يبدو الهدف واضحًا : الحيلولة دون استمرار تراجع القدرة الشرائية لأصحاب المداخيل المحدودة وأصحاب المعاشات مقارنة بتكلفة المعيشة.



تتبع هوامشا لربح كشف ما يحدث بين المنتج والمستهلك

تُعد الآلية الوطنية لتتبع هوامش الربح من أكثر التدابير ارتباطًا مباشرة بالنقاش حول غلاء المعيشة، وتنطلق من فكرة بسيطة: عندما يرتفع سعر منتج ما، ينبغي أن يكون المواطن قادرًا على معرفة كيفية توزيع هذا السعر بين مختلف حلقات السلسلة، من المنتج إلى النقل والتخزين والتحويل والتوزيع، وغيرها من التكاليف.

ويمكن لمثل هذا النظام أن يساهم في تعزيز المنافسة وترسيخ الثقة، شريطة ألا يتحول إلى مجرد نشر متأخر لبيانات إحصائية. وتكمن قيمته الحقيقية في انتظام تحديث المعطيات، ودقة تفاصيلها، وإمكانية مقارنة الأسعار وهوامش الربح بين مختلف المجالات الترابية وقنوات التوزيع، فضلًا عن قدرة السلطات المختصة على التدخل عندما يثبت وجود اختلال.

لكن البرنامج لا يوضح بعد تفاصيل هذه المنظومة، وهو ما يجعل التحدي الصحفي يتمثل في رصد مدى قدرة هذا الالتزام بالشفافية على التحول إلى آلية عملية وفعالة.



سلة المشتريات اليومية

التدخل في مختلف مراحل السلسلة بدل الاكتفاء بالسعر النهائي

يقترح الإجراء الأول إحداث شركات جهوية لشراء المنتجات الفلاحية والغذائية وتخزينها وتوزيعها، بينما ينص التدبير الثاني على إقرار آلية وطنية شفافة لتتبع هوامش الربح على المنتجات الاستهلاكية اليومية.

وينبغي قراءة هذين المقترحين بشكل متكامل، فالأول يستهدف التدخل في تنظيم سلسلة الإمداد، فيما يركز الثاني على تعزيز شفافيتها. ولا يعد البرنامج، وفق الوثيقة محل الدراسة، بفرض أسعار إدارية بشكل شامل، وإنما يسعى إلى توفير أدوات تتيح فهم الاختلالات القائمة بين الإنتاج والتخزين والتوزيع والسعر الذي يؤديه المستهلك، وإمكانية تصحيحها عند الاقتضاء.

وستكون كيفية تنفيذ هذه التدابير حاسمة في تحديد فعاليتها. فما الوضع القانوني الذي ستتخذه الشركات الجهوية؟ وكيف يمكن تفادي أن تتحول إلى حلقة إضافية في السلسلة بدل خفض تكاليفها؟ وما المنتجات التي ستخضع للتتبع؟ وكيف ستحتسب هوامش الربح وتُنشر؟ فالشفافية لا تنتج أثرًا اقتصاديًا إلا إذا استندت البيانات إلى معطيات موثوقة وقابلة للمقارنة، وكانت متاحة بالسرعة الكافية لتوجيه القرارات العمومية وتمكين المستهلكين من فهمها.



القدرة الشرائية لا تختزل في سعر سلة المشتريات

يضع المحور الثالث من البرنامج على المستوى نفسه ثلاث قضايا تعيشها الأسر، وإن كانت في حياتها اليومية تبدو مترابطة وتشكل واقعًا واحدًا: ما تكسبه، وما تنفقه، ومدى قدرتها على التخطيط لمستقبلها. وتتوزع التدابير الـ 16 بين حماية القدرة الشرائية، ومواكبة الأسر في مسار الخروج من الفقر، وضمان الولوج إلى سكن لائق.

وتكتسي هذه البنية أهمية خاصة، لأنها تحول دون اختزال القدرة الشرائية في سياسة تكتفي بالتعويض المؤقت عن ارتفاع التكاليف، فالبرنامج يتدخل في قنوات التوزيع وهوامش الربح، وفي المداخيل والمعاشات، وفي النشاط الاقتصادي للأسر، وفي تعزيز مكانة الطبقة المتوسطة، فضلًا عن السكن.

ومن ثم، فإن الخيط الناظم لهذا الكتاب الوردي بسيط: كيف يمكن الانتقال من سياسة تكتفي بالتخفيف من حدة الصعوبات إلى سياسة تعيد للأفراد قدرتهم على الفعل؟ ويقوم الجواب الذي يقترحه البرنامج على ثلاث مرتكزات رئيسية: تحسين ضبط مسار تكوين الأسعار، وتعزيز المداخيل ومسارات النشاط الاقتصادي، وتقليص العوائق التي تحول دون الاستقرار السكني.





ملاحظة تحريرية

هذا الكتاب الوردي عبارة عن إصدار عن هيئة تحرير L'ODJ Média، ويقدم قراءة صحفية وتحليلية للمحور الأول من البرنامج التشريعي لحزب الاستقلال للفترة 2026-2031. ولا يُعد هذا الإصدار منشورًا رسميًا للحزب، ولا إعادة نشر لبرنامجهم، ولا وثيقة انتخابية صادرة عنه. كما أن النسخة الفرنسية المعتمدة في هذا الإصدار ترجمة أولية أُنجزت انطلاقًا من النص الأصلي باللغة العربية، ولا تحل محل النسخة الأصلية أو تمثل ترجمة رسمية عنها.

LODj



لنخبرك By LODj فجيك

تابعوا أحدث الأخبار وآخر المستجدات بشكل مستمر عبر منصتنا، ولا تفوتوا أي خبر



www.lodj.info

تقارير

تمهيد — القدرة الشرائية لا تختزل في سعر سلة المشتريات

1. سلة المشتريات اليومية : التدخل في مختلف مراحل السلسلة بدل الاكتفاء بالسعر النهائي
 2. تتبع هوامش الربح : كشف ما يحدث بين المنتج والمستهلك
 3. الأجور والمعاشات : رفع المداخيل، لكن وفق أي مسار؟
 4. التقاعد : حماية اليوم دون الإضرار بالغد
 5. النساء وريادة الأعمال والعمل عن بُعد : توسيع سبل الوصول إلى الدخل
 6. الخروج من الفقر: من الدعم المباشر إلى بناء عقد اجتماعي جديد
 7. الطبقة المتوسطة: نحو سياسة عمومية تحميها وتعزز استقرارها
 8. العمل لحساب الذات والاقتصاد الاجتماعي والتعاونيات: تعزيز فرص الدخل على المستوى الترابي
 9. السكن الأول : تحويل الطموح إلى مسار مالي ممكن
 10. العقار العمومي والأسعار المؤطرة : توفير سكن ميسور التكلفة
 11. مكافحة المضاربة والحد من تكلفة البناء
 12. الكراء والتملك التدريجي : عدم اختزال الاستقرار السكني في الشراء الفوري
 13. العالم القروي : قانون خاص بالتعمير والبناء
 14. ما الذي تكشفه الإجراءات الـ 16 في مجملها؟
 15. أسئلة لا تزال الحملة الانتخابية مطالبة بتوضيحها
- الخلاصة — من القدرة الشرائية إلى القدرة على التخطيط للمستقبل

LODJ

المكتاب الوردي

القدرة الشرائية، والطبقة المتوسطة، والسكن

حماية مستوى المعيشة وفتح آفاق جديدة



تحليل الإجراءات الـ 16 للمحور الثالث من البرنامج
التشريعي لحزب الاستقلال للفترة 2026-2031

إصدار عن هيئة تحرير L'ODJ MEDIA
شتنبر 2026